Zeitschrift: Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen

Herausgeber: Eidg. Verband der Übermittlungstruppen; Vereinigung Schweiz. Feld-Telegraphen-Offiziere und -Unteroffiziere

Band: 38 (1965)

Heft: 3

Artikel: La stratégie de la dissuasion

Autor: Vogt, M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-561659

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La stratégie de la dissuasion

La stratégie a cessé d'être la science secrète des «militaires savants». La menace constante d'une guerre nucléaire a conduit à la fusion quasi totale de la stratégie et de la politique, et elle a éveillé l'intérêt du public pour les questions qui s'y rapportent. Ainsi les avantages et les inconvénients des diverses stratégies possibles sont discutés et analysés dans des journaux et dans de nombreux livres.

Le grand débat

L'éminent écrivain politique français Raymond Aron a récemment publié un livre des plus intéressants et des plus instructifs à ce sujet: «Le grand débat» (chez Calman-Lévy, Paris 1963). Ce volume est un véritable traité de la stratégie atomique, qui retrace l'évolution depuis 1945, quand l'explosion de la première bombe de vingt kilotonnes mit fin à la guerre sur la scène du Pacifique, jusqu'en 1960 où les Américains et les Russes disposaient déjà d'un arsenal nucléaire doté d'armes atomiques de tout calibre, du plus petit jusqu'à la bombe mégatonnique.

L'auteur met en relief l'importance éminemment politique de ces armes qui, à cause de leur énorme force destructrice; s'imposent d'une part comme une épée de Damoclès dans les ralations réciproques des deux grandes puissances, les forçant à une extrême prudence, mais qui, d'autre part, renforcent pour la même raison, et considérablement, toute action américaine ou soviétique.

Deux aspects du problème intéressent l'auteur tout spécialement: les effets des armes atomiques dans le domaine de la stratégie et la question de savoir à qui reviendra le droit de disposer de ces armes: l'Europe dépendra-t-elle à l'avenir autant de la politique militaire des Etats-Unis que jusqu'à présent? Ne serait-il pas temps qu'elle devienne autonome, en ce qui concerne l'armement atomique aussi? Mais alors sera-ce l'OTAN ou plutôt l'Etat particulier qui aura le doigt sur la gâchette?

La réponse à ces questions dépend dans une large mesure des diverses formes de guerre que l'on juge possibles à l'avenir, et de l'importance que l'on attribue à l'autonomie et à l'indépendance nationales. Ces problèmes ont été traités par Aron avec une perspicacité remarquable; sous différents aspects, ils touchent aussi la Suisse.

La dissuasion

Aujourd'hui, l'armement nucléaire des deux grandes puissances est tel que toute attaque peut provoquer une contre-attaque d'une violence destructrice énorme. Par conséquent, la guerre ne peut plus être considérée comme la continuation de la politique, avec d'autres moyens. Le but et la fin de toutes les aspirations militaires sont désormais d'empêcher le déclenchement d'une guerre.

En créant un fort potentiel militaire doté surtout d'armes nucléaires de grand calibre et à grande portée, la dissuasion cherche à empêcher l'ennemi de faire emploi de son propre armement atomique, le menaçant de l'anéantissement d'innombrables vies humaines et de la destruction totale de parties importantes de son territoire.

La dissuasion est donc la mise en pratique la plus sensible et la plus moderne de l'adage «Si vis pacem, para bellum»: Si tu veur la paix, prépare-toi à la guerre, car ton adversaire ne voudra pas provoquer son propre anéantissement.

Ce principe est aussi simple que convaincant, mais sa réalisation comporte des problèmes ardus. Aussi la théorie de la dissuasion connut-elle, dès son apparition, diverses formes. Aussi longtemps que l'Amérique seule était en possession des armes atomiques, elle défendait la doctrine des «représailles massives». Selon cette théorie, toute attaque éventuelle de l'ennemi a pour conséquence la destruction aussi totale que possible de son territoire national. Mais bientôt, il parut invraisemblable que les Etats-Unis répliquassent à une opération locale et conventionnelle des Russes par l'emploi d'armes atomiques; ils auraient risqué ainsi d'attirer sur eux-mêmes, en deuxième frappe, les ogives thermonucléaires de l'ennemi. La stratégie des représailles massives perdit donc sa crédibilité.

Le principe de la dissuasion ne regagna son efficacité que par la doctrine des «représailles graduées», à laquelle l'Amérique se convertit au début de notre décennie et qui est en vigueur actuellement encore. Selon cette théorie, une attaque de l'ennemi ne déclenche pas «automatiquement» une contre-attaque atomique, mais tout au contraire l'emploi d'armes conventionnelles et éventuellement d'engins atomiques de petit ou de moyen calibre qui devraient dissuader l'ennemi de procéder à de nouvelles attaques. Si cette première dissuasion ne jouait pas, la guerre — selon les lois de «l'escalation» — serait transportée à un échelon supérieur.

La stratégie des représailles graduées comporte, par la possibilité de différentes formes de guerre concevables, une certaine protection contre l'explosion de «folie homicide», une guerre nucléaire qui embraserait le monde entier. Mais elle demande aussi de grands efforts: parallèlement à la création d'un arsenal atomique, il faut maintenir, développer et moderniser l'armement conventionnel, surtout en ce qui concerne le blindage, la puissance de feu et la mobilité des troupes et des armes. La force de combat conventionnelle décide d'une manière importante de l'efficacité de toute la dissuasion, parce qu'elle seule peut dissuader l'agresseur recourant aux formes primaires du combat.

La prolifération des armes nucléaires

Jusqu'à un passé très récent, les armes atomiques étaient le monopole des deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique. La sécurité de l'Europe dépendait donc entièrement des garanties militaires américaines. Mais au sein de l'OTAN comme dans chaque Etat européen on se posait de façon toujours plus pressante la question de savoir si ces garanties étaient suffisantes. Si l'Europe était attaquée, l'Amérique risquerait-elle d'y répliquer par une contre-attaque atomique, en courant ainsi le danger d'être attaquée et détruite elle-même par la suite?

Aron voit une base sérieuse de cette alliance dans le fait que trois millions d'Américains, dont deux tiers en uniforme, résident en Europe. De même, la parole d'honneur par laquelle les Etats-Unis sont engagés dans le sort de Berlin-Ouest, et la manière dont ils ont défendu jusqu'à présent sa liberté, semblent être une garantie de leur promesse. Mais malgré tout cela, l'auteur énumère de nombreuses circonstances — de

nature militaire et politique — qui rendent douteuse la sécurité européenne.

Il est très possible, sinon très probable, que l'Amérique a élaboré deux conceptions stratégiques, dont une est réservée à sa propre défense, l'autre à celle de l'Europe. Car l'Amérique, grâce à l'invulnérabilité et à la mobilité de ses engins atomiques, grâce aussi à son système d'alerte très développé, se voit en état de répliquer à une attaque éventuelle, même directe, par une force de (seconde) frappe relativement intacte, tandis que la destruction de villes européennes, situées aussi loin du continent américain qu'elles se trouvent près de l'Union soviétique, ne signifierait aucune perte vitale pour elle.

Par conséquent, ne serait-il pas beaucoup plus raisonnable du point de vue américain de limiter une guerre éventuelle à l'Europe, dans le seul but déjà d'éviter une guerre mondiale? N'est-il pas très peu plausible qu'un président des Etats-Unis soit prêt à sacrifier New York ou Washington pour sauver Hambourg ou Copenhague?

De plus, il faut tenir compte du fait que, tous les quatre ans, la politique américaine est paralysée par les élections présidentielles, et que tous les quatre ans la prise de position vis-à-vis de l'Europe, aussi bien militaire que politique, peut être mise en question par un président nouveau. A titre d'exemple, Aron mentionne le cas de la révolution hongroise en 1956. Les Etats-Unis avaient alors refusé leur secours au vaillant petit Etat envahi par les Russes: en politique extérieure, l'Amérique avait les mains liées à cause de la crise de Suez, en politique intérieure à cause des élections présidentielles... Même si nous admettons que l'Amérique considère son alliance avec l'Europe comme un strict engagement, il est inquiétant que notre sort dépende du hasard politique et de la bonne volonté de ce continent lointain.

Les remèdes contre cet état d'incertitude

Comment remédier à cet état d'incertitude sur le plan politique et militaire? Jusqu'à présent, deux solutions possibles furent prises théoriquement en considération: la première consiste en la création d'une force de frappe multilatérale au sein de l'OTAN. A plusieurs reprises déjà, la réalisation technique de ce projet fut entreprise, mais sans succès jusqu'à présent. Car, bien que l'Europe ait en ce cas une part plus active dans sa propre défense, disposant d'un arsenal d'armes atomiques plus puissant, ce seront toujours les Etats-Unis qui décideront de leur emploi ou de leur non-emploi. Par conséquent, cette solution est purement fictive; on peut tout au plus relever qu'à l'intérieur de l'OTAN les relations d'un Etat vis-à-vis de l'autre sont analogues à celles de l'Amérique vis-à-vis de l'Europe: personne ne peut attendre d'un pays qu'il se sacrifie lui-même pour la sauvegarde d'un pays allié attaqué.

La deuxième solution qui fut tentée est celle de l'armement atomique autonome. Jusqu'à présent deux Etats européens ont choisi cette voie mais selon des principes bien différents. L'Angleterre, alliée à l'Amérique, intégra sa force atomique à l'OTAN en se réservant toutefois le droit d'en disposer à son gré. La France, par contre, est en train de constituer, indépendamment des Etats-Unis, une force de dissuasion autonome, qui, malgré sa faiblesse relative, sera en état de menacer tout ennemi de la destruction de certaines zones vitales de son territoire national.

Quelles sont les raisons qui décident la France à choisir cette voie de défense nationale et à consentir dans ce but d'énormes sacrifices? La première qu'Aron mentionne est le désir de ne pas rester en arrière, dans le domaine du progrès scientifique. Les savants français sont convaincus que renoncer à l'effort atomique serait condamner la France à être, dans dix ou vingt ans, un pays sous-développé, ce qui entraînerait nécessairement aussi la dépendance économique totale de l'Amérique. Les raisons militaires sont pourtant encore plus décisives: la France veut empêcher l'Europe d'être un satellite militaire de l'Amérique. Sa force de dissuasion nationale devra former dans peu d'années le noyau d'une force de dissuasion européenne. L'existence de cet armement nucléaire doit forcer les Etats-Unis à une stratégie commune, au «dialogue avec l'Europe», selon l'expression de Raymond Aron. Bref, elle doit être une base de sécurité et de stabilité face à un avenir inconnue et trouble; elle veut contribuer, par tous les moyens à ce que la France et l'Europe soient efficacement munies, dans toutes les constellations politiques possibles. Elle repose donc sur le fait incontesté que tout armement atomique, si petit soit-il, possède une grande valeur dissuasive psychologique vis-à-vis de l'ennemi le plus fort.

Conséquences pour la Suisse

Dans deux votes, le peuple suisse a prouvé sa volonté de ne point restreindre «a priori» la défense de sa liberté et de son indépendance, mais de remettre la décision des mesures à prendre aux hommes responsables et compétents. Cela nous engage aujourd'hui, et avant tout, à rester sur nos gardes et à ne pas nous laisser duper par des symptômes d'une détente fictive; nous devons savoir que la menace est constante et qu'elle doit être affrontée avec une fermeté et une ténacité infatigables. Notre armement doit être modernisé et adapté au niveau de la technique militaire actuelle. Ainsi, le danger d'une guerre conventionnelle ne pourra nous figer dans la terreur, mais nous rendre confiants dans l'efficacité et la force de notre armée.

Jusqu'à présent, cependant, rien ne nous protège du danger atomique. Que cette constatation ne nous inspire pas la résignation, mais qu'elle nous incite à suivre avec attention l'évolution actuelle et à créer par des études politiques, militaires, économiques et techniques les conditions qui nous permettront de prendre, le moment venu, une décision bien fondée.

M. Vogt